

Monnaies sociales et construction de l'Utopie, entretien avec Heloïsa Primavera par La GrandeRélève, No. 1071, dirigée par Marie Louise Duboin.

Nous avons la chance qu'Heloïsa Primavera, qui a vécu la crise de 2001 en Argentine, ait bien voulu répondre à quelques questions que nous nous posons sur cette expérience unique. Rappelons qu'HELOISA PRIMAVERA est biologiste moléculaire et généticienne (étude des virus). Mais convertie en sociologue sous la pression de sa vie en Amérique Latine, elle achève actuellement un Doctorat à la Faculté des Sciences Économiques de l'Université de Buenos Aires, où elle est Professeur en Maîtrise d'Administration Publique et Directeur du Programme de Recherche et Développement intitulé *"Monnaies Complémentaires et Économie Sociale"*. Il est possible de découvrir son activité relative à l'économie solidaire aux adresses suivantes www.redlases.org.ar ou info@redlases.org.ar sur internet.

GR : Vous qui avez vécu la grande crise qui a secoué l'Argentine en 2001, pouvez-vous nous dire ce qui, avec le recul, vous paraît le plus important de cette expérience de prise en mains de son économie par la population elle-même ?

HP : Tout d'abord je voudrais remercier l'occasion d'être présente dans les colonnes de *La Grande Relève*, car la pensée de Jacques Duboin est sans doute une des plus importantes, en langue française et aussi dans le monde, par son caractère précurseur, par sa complexité et sa finesse à la fois. Car il a défini, dès les années '30, les concepts de rareté et d'abondance en économie, concepts qui ont du attendre près de soixante dix ans avant d'être repris par d'autres auteurs contemporains impliqués dans ce processus de redéfinition de la monnaie afin de bâtir une société plus juste et équilibrée. Je remercie alors très spécialement mon amie Marie-Louise Duboin, qui joue un rôle fondamental dans le maintien de ces idées inspiratrices, car les changements de paradigme – c'est de quoi il s'agit, finalement ! – exigent de longues années.

Pour répondre la question qui concerne la crise argentine de l'année 2001, je commencerai par rappeler quelques chiffres et données historiques, qui aideront peut-être à mieux comprendre ce qui s'est passé :

1976 - 1983 : Période de la dictature militaire, la plus sanglante de l'Histoire de l'Argentine. Cette dictature a fait disparaître plus de 30.000 personnes pour imposer un plan économique de concentration de la richesse ; pour différentes raisons, ce plan a échoué et la malheureuse Guerre de l'Atlantique Sud (que nous appelons "des Îles Malouines" et pas des "Falkland") a précipité le retour à la démocratie.

1983 - 1989 : Le parti politique de centre-gauche qui a triomphé n'a pas pu assurer la stabilité économique qu'il aurait voulue. Dans un contexte d'appauvrissement de la population et de réduction du rôle de l'État, avec des politiques fiscales imposées par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, sous prétexte d'une l'énorme dette extérieure que ces institutions internationales avaient elles-mêmes générée, le gouvernement a dû partir avant la fin de sa période constitutionnelle, à cause du chaos social provoqué par l'hyperinflation.

Au cours de cette période, en 1986, la province de Salta, au Nord du pays, gouverné par un parti de l'opposition, crée un « bond provincial » pour faire face aux difficultés dues au plan d'ajustement fiscal. Quelque temps plus tard, d'autres provinces imitent son exemple et le pays commence à voir une multiplicité de « monnaies officielles » à son intérieur.

1995 : Dans le petit village de Bernal, dans la province de Buenos Aires, un groupe d'une vingtaine de voisins, formé autour de jeunes professionnels confrontés eux-mêmes au chômage, crée le premier *"Club de Troc"* dans lequel on échangeait d'abord des produits fabriqués par chaque membre, puis des services tels qu'un soin médical ou dentaire, des consultations psychologiques, de petits travaux domestiques, etc. Un an après, les média accordent un peu d'attention à cette initiative : elle a plus de 5.000 adhérents dans tout le pays et elle utilise un "bon d'échange" nommé "crédito" pour symboliser la confiance qui existait entre ses membres, qui tous étaient producteurs et consommateurs à la fois. Ces deux aspects

d'une économie en équilibre incitent à employer le mot de "*prosommateurs*", emprunté à Alvin Toffler (dans son livre *La Troisième Vague*). Ces groupes ne cessent de croître.

1997 : Un groupe qui promouvait les échanges de savoir réciproques, inspiré de l'initiative française de Marc et Claire Hébert-Suffren, crée un premier *club de troc* dans lequel la formation est permanente, tout en sachant que les résultats couraient le même risque de "déviation capitaliste" si les participants ne comprenaient pas, en profondeur, de quoi il s'agissait. Un programme d'Alphabétisation Économique est lancé, et le nombre de participants, répartis dans tout le pays, dépasse alors 30.000.

En Août 1998, nous faisons connaissance avec la pensée de Jacques Duboin, en Finlande, lors de la rencontre organisée par "*l'International Ground Grassroots Initiatives*" (IGGRI) et le gouvernement de ce pays nordique.

1999 : Quelques centaines de "clubs", alors nommés "Nodos" car ils se regroupent autour un *Réseau Global de Troc Solidaire*, existent dans les pays et commencent à diffuser l'initiative en Uruguay et au Brésil, les pays de la région qui sont là la fois proches et semblables. Avec la participation de membres de douze pays, le *Réseau Latino-Américain de Socio-économie Solidaire* est créé à Buenos Aires, pour faire connaître cette stratégie en dehors des circuits réduits d'échanges non marchands et pour l'étendre au mouvement d'économie sociale populaire et solidaire qui se développe. C'est également là que nous proposons l'expression "*monnaies sociales*" pour désigner les monnaies complémentaires produites, distribuées et contrôlées par les citoyens eux-mêmes, pour souligner une attitude plus politique qu'économique ou de micro-finances. Nous sommes invités à rejoindre le groupe d'animation d'un Pôle de Socio-économie Solidaire, à l'intérieur de *l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire* (www.socioeco.org; www.alliance21.org), où nous proposons la création d'un groupe de travail international sur ce sujet : le chantier "monnaie sociale" (<http://money.socioeco.org>).

En Argentine, vers l'an 2000, il existait déjà plus de 10 grands réseaux indépendants et plus de 1.000 groupes. La pluralité monétaire était la manifestation de la grande nécessité de compléter la monnaie officielle, soit avec les "bons provinciaux", il y en a eu jusqu'à 19 avant qu'on les retire de la circulation, et de plus de 400 "bons d'échange" de clubs de troc, que nous considérions comme des "monnaies sociales".

2001 : Les monnaies et la crise ne cessent de croître, jusqu'à ce que la crise politique déclenche la macrocrise institutionnelle que vous connaissez tous et que nous appelons "*la catastrophe*", en Décembre 2001. Il y a alors plus d'un million de membres dans les groupes de troc. Mais l'esprit du capitalisme et des "banques centrales" s'est infiltré dans les groupes à monnaie sociale. C'était peut être inévitable ; pénible, mais inévitable : l'esprit du manque a pris la place de l'esprit de l'abondance...

2002 : Dans la brève période où l'horizon était d'une très grande incertitude, le nombre des membres qui bénéficiaient du troc a été estimé à six millions ! Comme d'habitude, un petit nombre de gens a exploité un grand nombre de gens, mais il a fallu beaucoup de temps pour parvenir à identifier ce vice ! La confiance, voire le besoin de faire confiance à quelque chose, était trop grand, alors les gens étaient devenus aveugles à ce qui se passait sous leurs yeux. Jusqu'à tomber dans la réalité dure et cruelle : la plupart des "bons de troc" étaient des papiers sans aucune valeur...

2003 : La plupart des participants, pratiquement tous les médias et presque tous les groupes d'étude locaux, abandonnent le "troc" comme mouvement politique. Pire, chaque groupe révèle son véritable intérêt et la responsabilité de son engagement vis-à-vis de l'avenir de l'économie populaire, et du rôle des monnaies sociales.

2006 : Comme fondateurs d'un réseau latino-américain, nous avons fait des études de cas et de viabilité à moyen terme des initiatives de résistance.

C'est ainsi que nous avons créé le *Projet Colibri* dans lequel l'axe se déplace du chômage (le manque, finalement...) à la gestion intégrale du territoire (où l'expression de l'abondance serait plus assurée). Mais il faut aussi reconnaître que, malgré le silence des média et de la plupart des académiciens locaux, le troc n'est pas mort en Argentine : il y a encore un grand réseau avec 47.000 membres (Réseau de Troc de la Zone Ouest de Buenos Aires), et beaucoup de groupes sont constitués de plus de 500 participants. Et puis il y a de nombreuses initiatives, plus petites, réparties un peu partout dans le pays, qui ont tiré la leçon : *«la monnaie complémentaire sera sociale ou disparaîtra !»* Ainsi, dans l'ensemble, en prenant le risque de faire des estimations, c'est probablement à cent mille personnes qu'on peut chiffrer le nombre de ceux qui continuent à participer.

GR : Y a-t-il eu des erreurs commises ? Comment pourrait-on les éviter ?

HP : À mon avis, il est difficile de parler d'échecs et d'erreurs si l'on regarde tout ça avec une approche historique ! C'est même injuste... Quoi dire d'un processus qui s'est installé depuis des siècles de "naturalisation" du paradigme de la rareté ? Je dirais plutôt que c'était un bon essai, qui nous a montré les difficultés de passer du plan des bonnes idées et des intentions au plan de la construction de nouvelles pratiques sociales et du défi de les rendre durables. Évidemment, je peux dire ça quatre ans après, mais j'ai été moi-même très déçue par les difficultés d'établir des vrais dialogues, à l'intérieur des groupes, c'est-à-dire, par la difficulté de vivre dans le paradigme de la rareté... de la pensée ! Ou des difficultés de VIVRE le paradigme de l'abondance dans la vie réelle.

Dans des termes plus humains, oui, je dirai que, soumis aux engagements et aux passions, nous avons commis de terribles erreurs de naïveté ! C'était peut-être croire que le problème était dans l'économie alors qu'il était dans la politique ! Croire qu'il suffisait d'ajouter un instrument qui changeait *la monnaie* au lieu de changer le « chip » de rareté qui est à l'intérieur de nos propres têtes ! Je parle de la mienne, de la tienne, celle de nos alliés les plus proches, et même pas celles de nos ennemis... !

GR : Quelles leçons en avez-vous tirées et quels conseils pouvez-vous donner à ceux qui cherchent comment remplacer la monnaie capitaliste afin d'en éviter les méfaits sur la majorité d'une population ?

J'en ai bien tiré des leçons sans doute, mais je n'oserais pas appeler conseils ce que je vous envoie ici. Si je pense, tout de même, à une nouvelle Alliance, je souhaiterais d'abord que chacun, dans un groupe, expose TOUT ce qu'il croit bel et bon sur le sujet (et aux alentours), qu'il dise les meilleures idées, les meilleurs instruments, les meilleures inspirations, les meilleurs échecs aussi, de façon à ce qu'il y ait le moins possible de surprises à l'intérieur du collectif. Tout cela pour construire cette difficile position existentielle qu'est l'acceptation de la *légitimité de l'autre*. Chacun a ses raisons, ses projets, ses valeurs et ses limites. Personne n'est obligé d'accepter de travailler avec quelqu'un, à n'importe quel prix. Nous avons tous le droit d'essayer la meilleure stratégie, à condition de payer le prix de l'essai. Souvent, ce prix n'est pas en valeurs monétaires mais en valeurs sociales, de prestige, etc. Il s'agit souvent aussi d'une certaine "cécité cognitive", dont il est très difficile de se débarrasser si l'on croit être déjà là où tout le monde devrait être...

Je vous donne un exemple pour ne pas tomber dans l'ésotérisme des intellectuels qui aiment bien qu'on ne les comprenne pas : si nous étions dans la situation de partager un projet commun, j'écouterais bien vos arguments pour proposer que la monnaie à utiliser soit une monnaie distributive, avant de la rejeter ou de proposer « mon » modèle. Ensuite, j'essaierais de penser quels seraient les avantages de votre modèle avant de faire la proposition du "mien", tout en gardant la possibilité d'arriver à une troisième position, si on la trouvait.

Pour ceux qui veulent approfondir ces arguments, je me permets de recommander la lecture d'un article intitulé *"Projet Colibri : un rayonnement de l'économie solidaire ?"* du Rapport¹ 2005-2006 du Centre Walras - LEFI *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, sous la direction de Jérôme Blanc. Il montre dans quelle mesure j'ai moi-même changé ma position vis-à-vis du signifié de la monnaie dans la société depuis quelques années. Et aussi comment, en utilisant les monnaies sociales comme stratégie

de radicalisation du processus de démocratisation, plutôt que comme une option financière en soi, nous continuons à travailler vers la véritable démocratie.

Je sais que la démarche paraît impossible, mais elle ne l'est pas vraiment. Si quelqu'un a considéré Jacques Duboin comme un des *derniers utopistes*², nous aimons bien penser que nous tous qui travaillons sur les monnaies sociales, nous sommes ses dignes héritiers...

1. Adresse sur internet (<http://www.redlases.org.ar/documents>)

2. Allusion à un article sur Jacques Duboin, publié par Bernard Kapp dans la rubrique *Histoire économique* du quotidien *Le Monde* du 22 juin 1999.